

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Masterstroke-le-plan-du-Coup-d-Etat-des-Etat-Unis-au-Venezuela>

« Masterstroke » le plan du Coup d'Etat des Etat-Unis au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mardi 15 mai 2018

Description :

« Masterstroke » le plan du Coup d'Etat des Etat-Unis au Venezuela - Document du SouthCom - Stella Calloni

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les États-Unis et leurs alliés préparent en silence un plan brutal pour « *en finir avec la dictature* » au Venezuela. Ce « *Coup de Maître* » ("Masterstroke") déjà en marche verrait une première partie se mettre en place avant les prochaines élections, et, s'ils ne parviennent pas à chasser le président Nicolás Maduro lors de la nouvelle offensive, qui sera accompagnée de tout l'appareil de la propagande et des médias, outre des actions violentes « *pour la défense de la démocratie* », le Plan B est prêt, et il impliquera plusieurs pays, pour imposer une « *force multilatérale* » d'intervention militaire.

Le Panama, la Colombie, le Brésil et la Guyana jouent un rôle clé, avec l'appui de l'Argentine et d'autres « *amis* » sous le contrôle du Pentagone. Les bases à occuper, les pays frontaliers qui fourniront un soutien direct, dont leurs hôpitaux et réserves de vivres pour les soldats, tout est prêt.

Tout cela est spécifié dans un document de 11 pages qui porte la signature de l'amiral Kurt Walter Tidd, actuel commandant en chef du SouthCom des États-Unis, non encore divulgué.

Le document analyse la situation actuelle et valide une guerre de contre-insurrection contre le Venezuela, ainsi que le schéma pervers de la guerre psychologique qui permet de comprendre la persécution, le harcèlement, le dénigrement, le mensonge utilisés pour en finir non seulement avec les dirigeants populaires, mais aussi avec les peuples en tant que tels.

Le rapport affirme que « *la dictature chaviste chancelle au Venezuela, suite à ses problèmes internes, à la grave pénurie d'aliments, à l'assèchement des revenus extérieurs et à une corruption effrénée, qui a gagné le soutien international, à coup de pétrodollars ; le pouvoir acquisitif de la monnaie nationale est en train de plonger* ».

Cette situation, ils admettent l'avoir créé de toutes pièces, avec une impunité choquante, et considèrent qu'elle ne va pas changer. Ils justifient leurs actions en affirmant que le gouvernement vénézuélien prendra de nouvelles mesures « *populistes* » pour se maintenir au pouvoir.

On peut s'étonner du traitement réservé à l'opposition, opposition manipulée, conseillée et payée par les États-Unis, car on peut lire que « *le gouvernement corrompu de Maduro s'effondrera, mais malheureusement les forces d'opposition qui défendent la démocratie et le niveau de vie de la population n'ont pas la capacité requise pour mettre fin au cauchemar vénézuélien* », à cause de leurs disputes internes, et d'une « *corruption semblable à celle de leurs rivaux ; ils partagent le même manque de racines* » qui « *ne leur permettent pas de tirer le meilleur parti de cette situation et de prendre les décisions nécessaires pour renverser l'état de pénurie et de précarité dans laquelle le groupe de pression qui exerce la dictature de gauche a plongé le pays* ».

Ils considèrent qu'on se trouve face à « *une action criminelle sans précédent en Amérique latine* », alors que le gouvernement du Venezuela n'a jamais agi à l'encontre de ses voisins, manifestant au contraire une intense solidarité régionale et mondiale. Le plan états-unien soutient que « *la démocratie se propage en Amérique, continent dont le populisme radical était destiné à prendre le contrôle* ». L'Argentine, l'Équateur et le Brésil seraient des exemples à ce titre. « *Cette renaissance de la démocratie se base sur des choix courageux, et les conditions régionales sont favorables C'est le moment pour les États-Unis de montrer qu'ils sont impliqués dans ce processus, dont la chute de la dictature vénézuélienne marquera un virage à l'échelle continentale* ».

Ils poussent par ailleurs le président étatsunien Donald Trump à agir, au motif que « *c'est la première occasion pour l'administration Trump de mettre en oeuvre sa vision de la démocratie et de la sécurité, et pour le convaincre que c'est crucial pour le continent et pour le monde entier. Le moment d'agir est arrivé* ».

Cela implique, outre l'éradication définitive du chavisme et l'expulsion de son représentant, de travailler à

« intensifier l'insatisfaction populaire, en favorisant plus d'instabilité et de pénurie, afin de rendre irréversible le désaveu du dictateur actuel ».

Si l'on veut pénétrer l'art de la perversion contre-insurrectionnelle, il suffit de lire la partie du document qui recommande de *« harceler le président Maduro, le ridiculiser et le présenter comme un exemple de maladresse et d'incompétence, un fantoche aux ordres de Cuba ».*

Il est également suggéré

« d'exacerber les divisions entre membres du groupe au pouvoir, en soulignant les différences de niveau de vie entre eux par rapport à celui des dirigeants, et de veiller à ce que les divergences s'amplifient. »

L'idée consiste à mener des opérations fulgurantes, à la façon dont Mauricio Macri en Argentine et Michel Temer au Brésil ont pris certaines mesures chez eux, ces deux majordomes aux ordres de Washington étant par ailleurs des personnalités corrompues mais devenues par la grâce impériale des *« avant-gardes de la transparence »* qui ont pris des mesures avec la précision d'un tir de missiles, en quelques heures, pour la destruction des États nationaux.

Le document signé par le chef du SouthCom exige de rendre insoutenable le gouvernement de Maduro, pour le forcer à hésiter, à négocier ou à prendre la fuite. Ce plan qui devrait en finir à brève échéance avec la dite dictature au Venezuela appelle à

« augmenter l'instabilité interne jusqu'à des niveaux critiques, en intensifiant la dé-capitalisation du pays, la fuite des capitaux étrangers et la dégringolade de la monnaie nationale, par l'application de nouvelles mesures inflationnistes ».

Autre objectif :

« faire obstruction à toutes les importations et en même temps démotiver les éventuels investisseurs étrangers », le tout afin de « contribuer à rendre plus critique la situation pour la population ».

On trouve aussi dans ce plan présenté en 11 pages

« l'appel à des alliés internes et à d'autres personnes bien insérées dans le panorama national afin qu'ils génèrent des manifestations, des troubles et de l'insécurité, des pillages, des vols et des attentats ainsi que des saisies de bateaux et autres moyens de transport, pour perturber la sécurité nationale dans les pays limitrophes ».

Il convient aussi de *« faire des victimes »* et d'en accuser les gouvernants *« en augmentant les dimensions de la crise humanitaire, aux yeux du monde entier »* ; il faut pour cela manier le mensonge et parler de corruption généralisée parmi les dirigeants et *« lier le gouvernement au narcotrafic afin de dégrader son image tant au plan intérieur que face à l'opinion internationale »* ; cela sans oublier de *« promouvoir la fatigue parmi les membres du Parti socialiste unifié (PSUV), l'irritation entre eux, afin qu'ils rompent avec fracas leurs liens avec le gouvernement et qu'ils refusent les mesures et restrictions qui pèsent sur eux comme sur tous ;[...] L'opposition est si faible, qu'il faut créer des frictions entre le PSUV et Somos Venezuela ».*

Ce n'est pas tout, il faut

« structurer un plan pour obtenir la désertion des cadres les plus qualifiés, de façon à priver le pays de tous ses professionnels hautement qualifiés ; cela aggravera encore plus la situation interne, ce dont on fera porter la responsabilité au gouvernement ».

2ème partie

L'ingérence militaire

Comme dans un roman à suspense, le document appelle à

« utiliser les officiers de l'armée comme alternative pour une solution définitive »

et à

« rendre encore plus dures les conditions au sein des Forces armées pour préparer un coup d'État avant la fin de l'année 2018 si cette crise ne suffisait pas à provoquer l'effondrement de la dictature, ou si le dictateur se refuse à laisser la place à d'autres ».

Considérant que tout ce qui précède peut ne pas aboutir, et avec un mépris criant pour l'opposition vénézuélienne le plan préconise

« d'alimenter continuellement la tension sur la frontière avec la Colombie, d'alimenter le trafic de combustible et d'autres biens, les menées des paramilitaires, avec des incursions armées et du trafic de drogues, pour provoquer des incidents armés avec les forces de sécurité frontalières »

et en outre de

« recruter des paramilitaires principalement dans les camps de réfugiés de Cúcuta, La Guajira et le nord de la province de Santander, vastes zones peuplées de citoyens colombiens qui avaient émigré au Venezuela et maintenant rentrent au pays, pour fuir un régime qui a augmenté l'instabilité aux frontières, en mettant à profit l'espace vide laissé par les FARC, l'ELN toujours belligérant, et les activités [paramilitaires] dans la région du cartel du Golfe ».

Et voici la structuration du coup final à asséner :

« favoriser l'engagement de forces alliées pour appuyer les officiers [rebelles] de l'armée ou pour contrôler la crise interne au cas où l'initiative serait retardée, [...] empêcher sur une période courte le dictateur de continuer à élargir sa base pour contrôler l'échiquier interne. Si nécessaire, agir avant les élections prévues pour le prochain mois d'avril ».

En fait, ces élections auront lieu le 20 mai et les États-Unis ainsi que leurs comparses refusent à l'avance d'en reconnaître le résultat. Le noeud de la question, c'est

« d'obtenir le soutien et la coopération des autorités alliées de pays amis (Brésil, Argentine, Colombie, Panama et Guyana). Organiser l'approvisionnement des troupes, l'appui logistique et médical depuis le Panama. Faire bon usage de tout ce que permettent la surveillance électronique et les signaux intelligents, des hôpitaux et des fonds déployés au Darién (dans la jungle panaméenne) ; mettre à profit l'équipement en drones du Plan Colombie, ainsi que les terrains des anciennes bases militaires de Howard et Albrook (Panama) de même que celles qui appartiennent à Rio Hato. Et aussi dans le Centre régional humanitaire des Nations Unies, conçu pour des situations de catastrophe et d'urgence humanitaire, qui comporte une piste d'atterrissage et ses propres magasins ».

On a affaire à la mise en place d'une intervention comportant

« le stationnement d'avions de combat et d'hélicoptères, de véhicules blindés, de postes de Renseignement et d'unité militaires spéciales pour la logistique (policiers, responsables militaires et prisons) ». [...]

Il faudra

« déployer l'opération militaire sous drapeau international, avec l'aval de la Conférence des Armées latinoaméricaines, sous la protection de l'OEA et la supervision, dans le contexte légal et médiatique, du secrétaire général de ladite Organisation des États américains, Luis Almagro ».

Il conviendra de

« déclarer la nécessité pour le Commando continental de renforcer l'action, en se servant des outils de la démocratie interaméricaine, avec l'objectif d'éviter la rupture démocratique ».

Et surtout il s'agit de

« faire l'unité du Brésil, de l'Argentine, de la Colombie et du Panama pour qu'ils contribuent à renforcer les troupes, à faire usage de leur proximité géographique, et de leur expérience en matière d'opérations en régions boisées et dans la jungle. Le côté international sera renforcé par la présence d'unités de combat des États-Unis et des nations mentionnées ; le tout sous le gouvernement général de l'état-major conjoint dirigé par les États-Unis ».

On s'étonne de l'impunité dans laquelle tout cela se trame, dans le dos des peuples, dans une illégalité absolue, et alors que cela seul rend compréhensibles les récentes manoeuvres militaires des États-Unis à la frontière entre le Brésil et le Venezuela (Brésil, Pérou, Colombie), dans l'Atlantique-Sud (États-Unis, Chili, Royaume-Uni, Argentine) ; dans le cas de l'Argentine, cela se fait sans la moindre autorisation du Congrès national depuis octobre-novembre 2017.

« Utiliser les facilités du territoire panaméen pour l'arrière-garde et les capacités de l'Argentine pour sécuriser les ports et les positions maritimes [...],

- ▶ proposer au Brésil et à la Guyana de faire servir leur situation migratoire, sur laquelle nous avons l'intention de peser à la frontière avec la Guyana ;
- ▶ coordonner l'appui à la Colombie, au Brésil, à la Guyana, à Aruba, à Curaçao, Trinidad et Tobago et à d'autres États face à l'afflux de migrants vénézuéliens provoqué par les avancées de la crise ».

On prévoit en outre de

« favoriser la participation internationale à cet effort, comme partie de l'opération multilatérale avec la contribution d'États, d'organismes non gouvernementaux et de corps internationaux et de fournir ce qu'il faudra en matière de logistique, de renseignement ; il faudra anticiper les événements particulièrement sur les points choisis à Aruba, Puerto Carreño, Inirida, Maicao, Barranquilla et Sincelejo en Colombie, ainsi qu'à Roraima, Manaos et Boavista au Brésil ».

C'est ainsi que se dessine la carte d'une guerre d'intervention annoncée.

Information stratégique

Quant à la perspective stratégique, il va falloir « étouffer la symbolique chaviste avec sa représentativité et son soutien populaire » tout en poursuivant le harcèlement du dictateur « comme seul responsable de la crise dans laquelle il a plongé la nation » ainsi que ses plus proches exécutants, auxquels on imputera la crise et l'impossibilité d'en sortir.

Dans un autre paragraphe, on appelle à

« intensifier le mécontentement contre le régime de Maduro, [...] à signaler l'incompétence des mécanismes d'intégration mis en place par les régimes de Cuba et du Venezuela, tout particulièrement l'ALBA (Alliance Bolivarienne des Peuples de Notre Amérique) et Petrocaribe ».

Pour ce qui est des médias, le plan dessiné par les États-Unis appelle à augmenter la diffusion, à l'intérieur du pays, dans les médias locaux et étrangers, de messages bricolés et basés sur des témoignages et des publications issues du pays lui-même, en faisant usage de toutes les capacités de dissémination, ce qui inclut les réseaux sociaux, de messages « véhiculant sur tous les médias la nécessité de mettre fin à la situation parce qu'elle est en essence insoutenable ».

« Masterstroke » le plan du Coup d'Etat des Etat-Unis au Venezuela

Dans l'un des derniers paragraphes du document, on parle d'assurer ou de montrer l'usage de moyens violents de la part de la dictature pour obtenir le soutien international, en mettant en oeuvre « *toutes les capacités de la guerre psychologique de l'armée des États-Unis* ».

En d'autres termes, il s'agit de monter les mêmes scénarios à base de mensonges, de montages de nouvelles, de photos et de vidéos truquées, tout ce qui a été mis en oeuvre pendant les guerres coloniales du XVI^e siècle.

Autre question,

« *Les États-Unis devront soutenir au plan interne les États américains qui les soutiennent* », relever leur image et « *l'ordre multilatéral d'institutions du système interaméricain, comme instruments pour la solution des problèmes régionaux ; enfin promouvoir l'idée de l'envoi indispensable d'une force militaire de l'Onu pour imposer la paix, une fois que la dictature corrompue de Nicolás Maduro aura été balayée* ».

Stella Calloni, Buenos Aires, Argentine, 11 mai 2018

« Plan to overthrow the Venezuelan Dictatorship - "Masterstroke" », Almirante Kurt W. Tidd

Document Comando Sur



« Masterstroke » le plan du Coup d'Etat des Etat-Unis au Venezuela

Post-scriptum :

Traduction de l'espagnol [Maria Poumier](#)